

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DE LA COORDINATION,
DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET
FINANCIERES

Urbanisme et Environnement
II/3

LE PREFET

COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE LA REGION ALSACE
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande formulée par M. Charles MULLER en vue du transfert du n° 108, Avenue du Professeur Leriche à HAGUENAU, en zone industrielle "Les Jésuites" à HAGUENAU, de ses activités de stockage et de récupération de ferrailles, métaux non ferreux et carcasses de véhicules hors d'usage ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique d'un mois à laquelle il a été procédé du 8 octobre au 8 novembre 1984 inclus, à la mairie de Haguenau, le dossier ayant été retourné le 3 décembre 1984 ;
- VU l'arrêté préfectoral du **14 NOV. 1985**, prolongeant le délai pour statuer sur la demande formulée par M. Charles MULLER, jusqu'au **3 MARS 1986**
- VU les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- VU l'avis émis par le conseil municipal de HAGUENAU au cours de sa séance du 21 novembre 1984 ;
- VU l'avis du Sous-Préfet, Commissaire-Adjoint de la République, de l'Arrondissement de Haguenau ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

.../...

- VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi ;
- VU l'avis du Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours ;
- VU l'avis de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Chef du Service Régional de l'Aménagement des Eaux ;
- VU l'avis de la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement
- VU les avis et propositions de l'Ingénieur de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur des Installations Classées ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 6 novembre 1985 ;
- APRES communication à M. Charles MULLER du projet d'arrêté d'autorisation ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

A r r ê t e :

Article 1 :

M. Charles MULLER est autorisé aux conditions suivantes et en conformité des plans et descriptifs produits, à installer et exploiter un chantier de stockage et de récupération de ferrailles, métaux non ferreux et carcasses de véhicules hors d'usage sur un terrain situé en zone d'aménagement concerté dénommée "Les Jésuites", dans la section DC du territoire communal de HAGUENAU.

Les activités concernées par le transfert de son exploitation (actuellement située 108, Avenue du Professeur Leriche) et répertoriées à la nomenclature des installations classées annexée au décret du 20 mai 1953 modifié, sous la rubrique 286, sont les suivantes :

" Activités de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, exercées sur une superficie d'environ 2,87 ha ".

.../...

I) REGLES GENERALES D'IMPLANTATION

Article 2 :

Les installations seront situées et réalisées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Aucun transfert, aucun dépôt de ferrailles, objets et déchets métalliques ne pourra être commencé sur le terrain avant que n'aient été réalisés la clôture, les plantations arbustives, les aires bétonnées, le réseau de collecte des eaux souillées, les décanteurs-séparateurs à hydrocarbures prévus dans les dispositions qui vont suivre.

L'Inspecteur des Installations Classées sera sollicité pour procéder au recolement de la réalisation de ces équipements avant le démarrage du chantier proprement dit.

Exception faite des mesures prises pour le respect des prescriptions énumérées dans le présent arrêté, tout projet de modification des plans et descriptifs annexés à la demande devra être porté, avant sa réalisation à la connaissance de l'autorité préfectorale.

Article 3 :

Les dispositions de l'instruction du 10 Avril 1974 (J.O. du Mai 1974) seront applicables au chantier. Compte-tenu de ces dispositions, les prescriptions suivantes seront notamment appliquées.

Article 4 :

Clôture :

L'établissement sera entouré d'un mur d'une hauteur minimale de deux mètres. Le mur sera doublé extérieurement d'une haie d'arbres à croissance rapide et à feuilles persistantes.

Article 5 :

Accès :

L'accès principal des véhicules au chantier se fera du côté Sud de celui-ci par deux portails au moins.

Ces issues ouvrant sur les routes extérieures devront présenter une ouverture assez large et un recul suffisant pour que l'entrée et la sortie de véhicules n'exigent pas de manoeuvres difficiles. Toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

Les véhicules devant accéder au chantier, transiteront par la ZAC industrielle, en provenance de la route de Marienthal. Le chemin des Jésuites ne pourra être emprunté par les véhicules se dirigeant vers le chantier.

Un panneau placé à l'angle du chemin des Jésuites et de la route de Weitbruch, portera en caractères indélébiles l'inscription suivante : "Accès à l'entreprise Charles MULLER par la route de Marienthal".

Un panneau similaire, signalera de façon distincte la voie d'accès au chantier en bordure de la route de Marienthal.

Article 6 :

Voies d'accès :

Les voies d'accès et les voies de circulation à l'intérieur du chantier seront tracées et construites de telle sorte qu'elles permettent une évolution facile des véhicules amenés à y circuler. Elles seront recouvertes d'un matériau de remblai de manière à éviter la formation de boue et d'ornières.

Elles seront maintenues dégagées et en constant état de propreté.

Article 7 :

Aménagement intérieur :

Les différents secteurs d'activité situés dans l'enceinte de l'exploitation seront ceinturés par des haies d'arbres ou arbustes. Le projet d'aménagement sera porté préalablement à sa réalisation, à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

II) REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION

Article 8 :

Ateliers :

D'une manière générale, tous les ateliers seront construits en matériaux incombustibles.

Le sol des bâtiments ou ateliers sera imperméable et incombustible.

Les charpentes métalliques seront construites suivant les règles de l'art.

Article 9 :

Appareils et machines :

Les appareils fonctionnant sous pression, les compresseurs, seront construits conformément à la réglementation qui leur est applicable (décret du 2 Avril 1926 modifié pour les appareils à pression de vapeur, décret du 18 Janvier 1943 modifié pour les appareils à pression de gaz, etc...).

Les appareils et machines non réglementés seront construits suivant les règles de l'art.

.../...

Article 10 :

Ventilation :

Tous les ateliers ou locaux dans lesquels seront mis en oeuvre des produits intrinsèquement dangereux ou insalubres ou dont les vapeurs pourront donner naissance à des atmosphères dangereuses ou insalubres, devront être conçus et aménagés de telle sorte que la ventilation naturelle assure en permanence une bonne dilution et permette d'obtenir en tous cas une pureté de l'air nécessaire à la santé des travailleurs.

Installations électriques :

Article 11 :

Les installations électriques devront être conformes aux prescriptions du décret n° 62-1454 du 14 Novembre 1962 et aux arrêtés et circulaires d'application subséquents concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques. Les installations basse tension seront conformes aux dispositions de la norme C 15 100.

Article 12 :

L'Inspection des Installations Classées pourra à tout moment prescrire au chef d'établissement de faire procéder à une vérification de tout ou partie des installations électriques par un vérificateur agréé, dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

Article 13 :

Un interrupteur général, permettant de couper le courant en cas de nécessité et après les heures de travail, sera mis en place.

III) PREVENTION DES NUISANCES

Prévention de la pollution atmosphérique :

Article 14 :

Il sera interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Article 15 :

Tout brûlage à l'air libre ou dans une installation n'assurant pas un dépoussiérage ou un traitement des gaz avant rejet à l'atmosphère, sera interdit.

Article 16 :

Des mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières, par arrosage du sol en saison sèche notamment.

Prévention de la pollution des eaux

Article 17 :

Toutes les précautions devront être prises pour éviter une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Article 18 :

Des emplacements spéciaux seront bétonnés et réservés pour le déchargement et le tri des métaux en vrac, la préparation des moteurs, le lavage et la vidange des véhicules, le dépôt des copeaux, tournures, pièces, matériels enduits de graisses, huiles de vidange, batteries, ainsi qu'autour des pompes distributrices de carburants, et sous les épaves de véhicules.

Ces aires seront couvertes ou établies de telle sorte que les eaux pluviales susceptibles de s'y écouler soient collectées puis évacuées dans des conditions évoquées aux articles 20 et 21.

Les bennes de stockage seront étanches.

Article 19 :

Les citernes enterrées de carburants et combustibles seront à double paroi ou mises en fosses conformément à l'instruction du 17 Avril 1975 (J.O. du 19 Juin 1975) relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

Article 20 :

Les aires étanches désignées à l'article 16 pourront être sous abri. Les eaux de pluie et de lavage qui y ruisselleront seront dirigées vers un débourbeur puis un décanteur-dégraisseur dont la capacité ne sera pas inférieure à 2m³, avant raccordement à l'égout.

Ce dispositif sera en outre muni d'un regard placé avant la sortie de l'établissement, permettant de procéder à d'éventuels prélèvements en vue d'analyses ou mesures.

Article 21 :

Les rejets seront soumis aux prescriptions de l'instruction du 6 Juin 1953 (J.O. du 20 Juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires.

En particulier, la teneur en hydrocarbures à la sortie du décanteur-dégraisseur sera au maximum de :

- 5 mg/l (dosés selon la norme NF T 90-202),
- 20 mg/l (dosés selon la norme NF T 90-203).

Article 22 :

L'Inspecteur des Installations Classées pourra faire procéder, aux frais de l'exploitant à tous prélèvements qui lui paraîtront nécessaires, aux fins d'analyses par un laboratoire agréé.

Bruit :

Article 23 :

Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Article 24 :

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976 relative au bruit émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement du 19 Juillet 1976, seront applicables à l'ensemble du chantier.

Article 25 :

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de celui-ci devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 26 :

Les travaux bruyants, l'alimentation et l'évacuation des matières, seront interdits entre 19 heures et 7 heures, ainsi qu'entre 12 heures et 13 heures. Les activités de broyage des carcasses seront interdites.

Les niveaux acoustiques admissibles en limite de propriété seront :

| | |
|-----------------------|------------|
| 7h à 12h et 13h à 19h | : 65 dB(A) |
| ----- | ----- |
| 12h à 13h | : 60 dB(A) |
| ----- | ----- |
| 19h à 7h | : 55 dB(A) |

Article 27 :

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée, dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

.../...

Déchets :

Article 28 :

Les déchets devront être éliminés conformément aux dispositions de la loi n° 75-633 du 15 Juillet 1975 (J.O. du 16 Juillet 1975) et des textes subséquents. Dans ce but, on appliquera les mesures suivantes :

Les déchets produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de manière à faciliter leur récupération ou leur élimination ultérieure.

Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle aux dispositions réglementaires sur le recyclage ou la récupération de certains matériaux. En particulier, les huiles seront éliminées dans les conditions définies par le décret n° 79-981 du 21 Novembre 1979 et remises à un ramasseur ou un éliminateur agréé, ainsi que les boues d'hydrocarbures recueillies dans le décanteur-dégraisseur dont le contenu sera vidangé périodiquement.

Article 29 :

Si le nettoyage ou le décapage des métaux donne lieu à la production de bains usés de décapage, ceux-ci devront être évacués vers un centre de détoxification agréé.

Article 30 :

L'entreposage sur le chantier des déchets autres que ceux provenant directement de l'exercice des activités autorisées, sera interdit.

Article 31 :

Tout parcage de véhicules hors d'usage sera interdit à l'extérieur du chantier.

La superposition de carcasses de véhicules sera limitée à deux. Celles-ci ne devront pas séjourner en l'état plus de six mois, ainsi que les matériaux non stockables en bennes.

Article 32 :

L'exploitant établira un registre pour les déchets de type "spéciaux", définis dans le décret n° 77-974 du 19 Août 1977.

Le registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Les renseignements qui devront figurer dans ce document sont la nature, les quantités, les conditions de stockage, les dates d'enlèvement, le nom de la société qui effectue l'enlèvement, la destination de ces déchets et le mode d'élimination prévu.

.../...

Rongeurs - Insectes :

Article 33 :

Le chantier sera mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée seront maintenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une durée d'un an.

La démoustication sera assurée en tant que de besoin.

Protection et défense contre l'incendie et l'explosion

Article 34 :

Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation :

- a) des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange, qui seront revêtus de la lettre "D" (dangereux) inscrite à la peinture rouge ;
- b) des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux qui seront ouverts, éventuellement sondés et vidés de leur contenu.

Ils seront manipulés avec précaution et sans heurts, ils ne seront pas éprouvés à la lime ou aux pinces.

Article 35 :

Il sera interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus, il sera découvert ces matériels ou des objets présumés dangereux tels que décrits à l'article 33, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- Service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne) ;
- Service des munitions des armées ;
- Gendarmerie Nationale.

L'adresse et le n° de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

Article 36 :

La quantité de stériles (matières plastiques, cuirs, bois, fibres textiles, etc...) sera limitée à 300 m³ et la quantité de pneumatiques sera limitée à 50 m³.

Les deux dépôts seront distants l'un de l'autre d'au moins 15 mètres.

.../...

Article 37 :

Dans le cas où des carcasses de véhicules seraient découpées au chalumeau, elles devront être débarrassées préalablement de toute matière combustible et de tout liquide inflammable. Il en sera de même du découpage des citernes ayant contenu des liquides inflammables qui seront, avant découpage, remplies avec un fluide inerte (eau, vapeur d'eau, gaz carbonique).

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de 8 mètres du dépôt de pneumatiques, stériles, des dépôts mentionnés à l'article 18 et en général de toute matière combustible.

Article 38 :

Il sera interdit de fumer à proximité de ces dépôts.

Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail.

Article 39 :

Des dispositions seront prises pour que tout commencement d'incendie, puisse être rapidement combattu. Le chantier sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie :

- poteau d'incendie de diamètre 100 mm, à l'entrée du chantier, pouvant débiter 60 m³/h sous une pression minimum de 1 bar ;
- extincteur à poudre polyvalente de 9 kg au voisinage du hangar et autres extincteurs répartis sur le chantier, dont un par poste de découpage au chalumeau ;
- réserves d'eau, tas de sable avec pelles de projection.

Les extincteurs devront être conformes aux normes françaises en vigueur et être homologués par le Comité National du Matériel d'Incendie Homologué (C.N.M.I.H.).

Ils devront être contrôlés au moins une fois par an et la date de contrôle sera enregistrée de manière lisible sur une étiquette fixée à l'appareil. Les postes et réserves d'eau seront efficacement protégés contre le gel.

Article 40 :

Une consigne à observer en cas d'incendie sera établie et affichée d'une manière très apparente dans les différents locaux et dépôts, ainsi que les numéros de téléphone et adresse du centre de secours le plus proche.

.../...

Hygiène et sécurité du personnel :

Article 41 :

Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique et en particulier aux articles R 232-13 du Code du Travail, relatif aux travaux dans les cuves, réservoirs, citernes etc.... et R 232-22 et suivants relatifs aux installations sanitaires.

Article 42 :

Tout travailleur nouvellement affecté à une opération de triage, devra être spécialement suivi et conseillé dans son travail pendant une période minimum de trois mois.

En outre, devront être apposés, bien en évidence, aux divers postes de travail :

- . un règlement d'atelier contenant les prescriptions des articles 34, 35 et 37 du présent arrêté ;
- . des affiches ou dépliants reproduisant les silhouettes des principaux types d'engins de guerre ou munitions susceptibles d'être rencontrés lors des opérations de récupération ou de triage.

Article 43 :

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans, ou n'a pas été exploitée deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 44 :

Le permissionnaire ne pourra procéder à l'extension, au transfert ou à la transformation notable de son établissement sans une nouvelle autorisation.

Article 45 :

Il devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

Article 46 :

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai de un mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

Article 47 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la Mairie de Haguenau et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 48 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent, sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

Article 49 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 50 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
le Maire de Haguenau,
les Inspecteurs des Installations Classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée par la voie administrative à la société requérante avec un exemplaire des plans approuvés.

Pour Ampliation
P. le Secrétaire Général
Le Chef de Bureau

STRASBOURG, le

6 DEC. 1985

P. LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE
Le Secrétaire Général



Corinne BAECHLER

Jacques DESCHAMPS